

Following this presentation of potential public-service reduction, the book appropriately delves more deeply into the economics of health management as it considers medical, governmental, insurance and other costs and expenses. In further acknowledgment of Canada's federal political structure, the authors recognize that the delineation of medically necessary services varies by province and are determined by a Joint Review Panel (JRP). In turn, this highlights the important maxim that "insurance cannot cover everything" (329). One clear example of the differences in decisions of JRPs is given in the treatment of infertility treatments and is expanded upon in chapter appendices. Case studies examine Canadian federal 1993 legislation extending drug patent periods, damaging generic drug manufacturers' economic interests and medication affordability, as well as changing international marketing sales and regulations.

Moving from one controversial topic to another, the book concludes by addressing ethical questions and concerns with respect to the para-medical issues of resource allocation for long-term care, use of community care access centres for children with disabilities, patient privacy versus doctor-required injury reporting, suicide and genetic screening. These many social issues prompt debate among all those involved with significant repercussions extending throughout private, religious, medical, public and political communities.

Ten months following publication of the book the Supreme Court of Canada rendered chapter 22, assisted suicide (now called assisted death), almost obsolete. The Supreme Court of Canada declared Canada's century-old legislation banning assisted suicide and the like, unconstitutional; the decision is suspended for one year to enable lawmakers one year to re-write the legislation.

This book is very interesting. After the exhaustive introductory chapter, the chapter-long case studies are succinct and engaging. It is clearly written and meant for discussion or group study. The book is a valuable tool to trace and measure both past and future health policies.

GILLIAN HUTCHISON-PERRY *University of Toronto*

Les juges contre le Parlement? La conscience politique de l'Ouest et la contre-révolution des droits au Canada

David Sanschagrin

Presses de l'Université Laval,

Québec, 2015, 177 pages.

doi:10.1017/S0008423916000469

Avec *Les juges contre le Parlement?* David Sanschagrin offre un livre sur un sujet souvent discuté, mais rarement étudié—en anglais autant qu'en français—et une analyse solide de la théorie politique d'un groupe d'intellectuels de Calgary (étiqueté « école » à tort selon l'auteur) qui ont défini les contours du Parti conservateur du Canada et du gouvernement qu'il a formé jusqu'en 2015.

Ce court ouvrage présente deux arguments fort réussis, voulant d'abord qu'une critique cohérente de la politique des droits de la personne ait été développée par un groupe d'intellectuels de l'Ouest canadien (aux pages 39–51 et au chapitre 4); et ensuite que cette critique soit au cœur des politiques du gouvernement conservateur et que sa formulation par ces intellectuels ait même influencé directement certaines actions de ce gouvernement (chapitre 6).

La situation de l'« école de Calgary » parmi les autres courants idéologiques canadiens, et l'instrumentalisation par le biais de leur réinterprétation accomplie par les intellectuels de Calgary des autres critiques de la démocratie canadienne, sont

admirablement rendues au cinquième chapitre, qui constitue une introduction solide à la philosophie du droit canadienne-anglaise. De même, lorsqu'il explique le Programme de contestation judiciaire et la Commission de réforme du droit du Canada, ainsi que leur démantèlement, D. Sanschagrín relève tant les discours et justifications émanant du Parti conservateur que le changement de direction qui sépare ce parti de son ancêtre, le Parti progressiste conservateur, et qui le rapproche du Parti réformiste de Preston Manning.

Cependant, une troisième interrogation présente tout au fil du livre ne trouve pas une réponse aussi heureuse. L'analyse des idéologies, si elle s'appuie sur le travail considérable de Jared Wesley dont nous avons encore beaucoup à apprendre, est à la fois trop restreinte et trop étendue. Trop étendue en ce qu'elle embrasse tout l'Ouest canadien et oublie que cette vision ne fait pas l'unanimité même en Alberta, et encore moins dans l'Ouest. Par exemple, l'aliénation ne caractérise pas l'Ouest, mais bien l'Alberta–la Saskatchewan ou le Manitoba s'accommodant assez bien depuis la Seconde Guerre mondiale du fédéralisme –, et ce, malgré l'affirmation créée par Preston Manning que « The West wants in ». Si cette poignée d'intellectuels a pu exercer une influence considérable, c'est à partir de Calgary et par des moyens très précis (les Partis réformiste puis conservateur ainsi que le Parti Wildrose et le Parti Saskatchewan). Cette influence ne s'étend pas à l'ensemble de l'Ouest, la gauche étant bien représentée par les intellectuels d'Edmonton et de Saskatoon, ou encore par les maires de Calgary et d'Edmonton.

Par ailleurs, l'analyse idéologique se fait trop étroite, se concentrant sur le seul sujet du livre, et ne permet pas sur ce point d'en arriver aux conclusions offertes. Par exemple, l'affirmation que la critique principale des auteurs rassemblés en une école est « l'utilisation du pouvoir judiciaire par une élite postmatérialiste qui cherche à faire de la réingénierie sociale en contournant la démocratie parlementaire » (149) n'est qu'à moitié vraie : c'est bien là une critique partagée par les auteurs, sans pourtant être la critique principale, ni même le sujet principal des publications des auteurs comme Flanagan, Cooper et Bercuson (ces derniers ayant été laissés de côté), mis à part Morton et Knopff ou Manfredi.

Ce n'est donc ni leur critique de la judiciarisation de la politique, ni la description de « critique libérale classique de la judiciarisation du politique » que propose D. Sanschagrín qui font leur unité en tant qu'« école de Calgary ». Leur unité vient plutôt de leurs relations au sein de structures institutionnelles et sociales d'influences mutuelles et d'influences des milieux politiques et économiques par le biais de leurs étudiants, parmi lesquels on compte non seulement Stephen Harper ou Ian Brodie, mais également Jason Kenney, Pierre Poilievre et Danielle Smith, et par le biais d'institutions comme la Canadian Taxpayers Federation et la National Citizens Coalition, ou le Fraser Institute.

Cette position analytique développerait davantage les idées de Quentin Skinner que ne le fait D. Sanschagrín dans ce livre, qui demeure trop bref pour ses aspirations : la piste est bonne, mais reste à suivre. Ainsi orienté, on peut mieux voir comment sinon une école, du moins un mouvement avec une certaine cohésion théorique existe autour de Calgary. Si Sanschagrín a pu décrire rigoureusement, en détail et fidèlement la critique qui fait l'objet de son livre, une étude de la philosophie politique économiste, à la fois individualiste et nationaliste, livrerait la clef de l'autre interrogation, moins réussie, de son livre—et donnerait ainsi réponse à la question qu'il partage avec tant de Canadiens : que se passe-t-il, philosophiquement, à Calgary et à Ottawa—d'où viennent ces idées que l'on continue de marteler?

Il n'en demeure pas moins que la présence de cette question tout au long du livre et l'appel correspondant à une étude plus poussée de la pensée et des partis politiques de l'Ouest canadien (très peu étudiés par contraste avec ceux de l'Ontario et du Québec),

combinés avec les réussites analytiques et théoriques notées ci-dessus, font de ce premier livre de David Sanschagrin une contribution valable et précieuse à la science politique canadienne.

JÉRÔME MELANÇON *Université de l'Alberta*

Europeanization and Domestic Policy Change: The Case of Italy

Paolo Roberto Graziano

London: Routledge, 2013, pp. x, 184.

doi:10.1017/S0008423916000329

This book describes and analyzes the impact of “Europeanization” on the domestic politics of Italy by looking at examples drawn from agricultural, cohesion and employment policies. Graziano’s book is one volume in a series analyzing empirically the influence of Europeanization on the nation state in Europe. He does so through a comparative case study on the adaptation of the Italian political system in its bureaucratic ability to respond and adapt to Brussels’ communitarian entreaties that have evolved since the inception of the treaty of Rome in 1957. The author examines in great detail the impact of EU decisions on the politics and policy making of Italian governments for over half a century.

He does so first by looking at the theoretical literature as a framework for analysis and then delving into the specific case studies, namely the evolution of the common agricultural policy, the financial instruments linked to regional development, and later Brussels’ investments in employment and training.

What stands out in terms of both modelling and empirical analysis is the uneven capacity of successive Italian governments to contribute actively to the formulation of common communitarian policies. While Italy participated in all aspects of decision making, its ability to influence agendas and to set trends has been historically rather weak. Only in the last two decades, have various Italian governments been able to contribute to policy formulation in Brussels, and to see domestic interest groups and bureaucratic structures adapt to the funding and entreaties emanating from Brussels. However, it is also interesting to notice, as Graziano does, that in the last two decades, the rise of non-traditional parties in Italy, such as the Lega Nord, have demonstrated that there is some negative reaction toward the European Union. In fact, a poll showed that in Italy and even in the rest of Europe, support for Europeanization and stronger political power in communitarian intuitions has been in relative decline.

In the Italian case, one salient aspect of the relationship between Rome and Brussels is the relative lack of interest of the electorate at large regarding Europeanization, communitarian policies and European elections. On the positive side, there is some evidence that the governments in Rome were, in time, able to get the Italian bureaucratic structure to adapt more efficiently to Brussels’ entreaties. What stands out until recently, is the relative inefficiency of the Italian political structure to use European funds for specific domestic development. In the case of regional policies, Graziano hints at some of the failures of Italy’s own plans for closing the gap between northern and southern Italy in terms of income and structural modernization.

Another feature that stands out is the relative inability of Italy, and by extension some other southern Mediterranean countries, to close the economic gap between northern and southern Europe, a gap that continues to persist. While it is true that Italy went through a long period of economic modernization following the catastrophe of World War II, she is still behind the rest of Europe in terms of employment and other welfare standards.

Graziano’s work stands out because it is an area of analysis that is not amenable to insights without an outstanding grasp of the Byzantine bureaucratic structure and